



LOI « EL KHOMRI » : UNE LUTTE COMMUNE POUR DES ENJEUX COMMUNS

Montreuil, le 15 avril 2016

Quoi qu'en rêvent les médias, le Medef et le gouvernement, la mobilisation contre la loi El Khomri se poursuit. En écho à l'exigence majoritaire de retrait de cette loi dont témoignent tous les sondages, les mobilisations font la démonstration d'un mouvement de plus en plus conscient des enjeux de la lutte en cours.

Les tentatives de diversions et de division du pouvoir pour essayer d'endiguer le flot de la révolte ne manquent pas. Mais elles contredisent le vécu quotidien des jeunes, des salariés, des privés d'emploi et des retraités.

Le projet de soumission aux seules exigences patronales est un concentré de tout ce qui aggrave les conditions de vie du plus grand nombre : une politique qui serre toujours plus la vis au peuple pour servir la soupe aux intérêts égoïstes de l'oligarchie financière,

cette caste minoritaire de milliardaires qui entend dicter ses choix au pays. (A cet égard, on n'a guère entendu de ministres se répandre sur les ondes pour s'attaquer au scandale de « Panama papers »).

Mêmes politiques, mêmes conséquences ! Dans le public comme dans le privé, c'est bien aux droits et garanties, à l'emploi, aux salaires que ce gouvernement « gattazien » s'en prend.

Au surplus, ce qui est insupportable à tout ce beau monde libéral c'est qu'il puisse encore exister des services publics dévoués à l'intérêt général et échappant encore à la logique du profit financier privé. Voilà pourquoi ils s'emploient, sous toutes les formes possibles, à faire régresser les missions de services publics et à détruire le statut général des fonctionnaires.

PPCR, RIFSEEP, retenue à la source fermetures et restructurations de services, suppressions d'emplois sont là pour le démontrer. C'est bien cette politique qui frappe de plein fouet la DGFIP.

Laisser passer la loi El Kohmri, ce serait donner du poids aux volontés gouvernementales et patronales de liquider notre statut, nos droits et garanties. Ce serait permettre que les directeurs locaux de la DGFIP aient de plus en plus de latitude pour décider arbitrairement des affectations et des promotions.

Nos revendications d'agents de la DGFIP sont donc pleinement partie prenante de la lutte contre la loi « travail ». Elles ont les mêmes racines, elles ont les mêmes objectifs de justice, de progrès social et d'égalité de traitement des salarié-e-s.



POUR GAGNER, NOUS DEVONS FAIRE FRONT COMMUN DE TOUTES NOS REVENDICATIONS ! AMPLIFIONS NOTRE ACTION !

Tous et toutes en grève et en manifestation le 28 avril, à l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL.

POUR :

- Le retrait du projet de loi El Khomri et la négociation d'un code du travail protecteur des droits des salariés,
- le respect du statut général des fonctionnaires, de nos droits et garanties collectives,
- le maintien des statuts particuliers nationaux et le rejet des corps interministériels,
- l'abandon de PPCR, du RIFSEEP et le refus de toute modulation du régime indemnitaire,
- l'arrêt des suppressions d'emplois à la DGFIP, la création des emplois nécessaires et le comblement immédiat des vacances d'emplois,
- le maintien du réseau de la DGFIP, l'arrêt des restructurations et fermetures de services,
- le maintien et le développement de nos missions dans un service public de qualité et de proximité,
- l'augmentation des salaires,
- L'abandon du projet de retenue à la source.



TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 28 AVRIL 2016 !